

EVIDENCE

OTTAWA, Wednesday, April 29, 2026

The Standing Committee on Audit and Oversight met with videoconference this day at 1:32 p.m. [ET], to supervise and report on the Senate's internal and external audits and related matters; and, in camera, for consideration of a draft report.

Senator Marty Klyne (*Chair*) in the chair.

[*English*]

The Chair: I am Marty Klyne, senator from Saskatchewan, Chair of the Standing Committee on Audit and Oversight.

Participating in today's meeting are Senator Colin Deacon, deputy chair from Nova Scotia; Madam Hélène Fortin, external member from Quebec, who will be joining us shortly; and Mr. Robert Plamondon, external member from Ontario, who is in the room. I should advise you that Senator Saint-Germain is not available today, and Senator David Wells from Newfoundland and Labrador is also unavailable today.

For everyone's awareness, staff from committee members' offices may also be participating in this hybrid meeting. I think we all know the drill here. To make sure that this is privileged and confidential information, we must ensure that everyone understands that, so if you're joining in a hybrid manner, make sure that you have confidential surroundings.

We will start with the external audit, which deals with a meeting with the external auditor on the 2026 financial statement audit and the plan for fiscal year 2025-26 for review. We have set aside 45 minutes for this.

With that, I will welcome, from Ernst & Young, Sonia Leblanc, Partner; and Suzie Gignac, Partner. Thank you both for being here today.

Before giving the floor to Ernst & Young to provide an overview of the 2026 audit plan, I would like to note that, due to a scheduling conflict, the CFO and the Comptroller-Deputy CFO were unable to join us today. As a result, the CFO provided Audit and Oversight with an update by email, which is included in your bundle on page 20. Finance has indicated that there are no new or revised policies or accounting standards anticipated to impact the Senate's financial statements for the 2025-26 fiscal year.

Ms. Leblanc, the floor is now yours.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le mercredi 29 avril 2026

Le Comité permanent de l'audit et de la surveillance se réunit aujourd'hui avec vidéoconférence, à 13 h 32 (HE), pour superviser les audits internes et externes du Sénat et les questions connexes, en vue d'en faire rapport ; et, à huis clos, pour étudier un projet de rapport.

Le sénateur Marty Klyne (*président*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

Le président : Je suis le sénateur Marty Klyne, de la Saskatchewan, et je préside le Comité permanent de l'audit et de la surveillance.

Les participants à la réunion d'aujourd'hui sont : le sénateur Colin Deacon, vice-président, de la Nouvelle-Écosse ; Mme Hélène Fortin, membre externe, du Québec, qui se joindra à nous sous peu ; et M. Robert Plamondon, membre externe, de l'Ontario, qui est dans la salle. Je dois vous informer que la sénatrice Saint-Germain n'est pas disponible aujourd'hui, tout comme le sénateur David Wells, de Terre-Neuve-et-Labrador.

À titre d'information, le personnel du bureau des membres du comité peut aussi participer à cette réunion hybride. Je pense que nous connaissons tous la procédure. Nous devons nous assurer que les renseignements demeurent protégés et confidentiels. C'est important. Ainsi, si vous participez à distance, assurez-vous de vous trouver dans un endroit où vous pouvez préserver le caractère confidentiel de ces renseignements.

Nous allons commencer par l'audit externe, qui porte sur une réunion avec l'auditeur externe sur le plan d'audit de 2026 pour les états financiers de l'exercice 2025-2026, à des fins d'examen. Nous avons réservé 45 minutes pour traiter de ce point.

Sur ce, je souhaite la bienvenue aux représentantes d'Ernst & Young : Mme Sonia Leblanc, associée, et Mme Suzie Gignac, associée. Merci à vous deux de votre présence aujourd'hui.

Avant de céder la parole aux représentantes d'Ernst & Young pour qu'elles vous donnent un aperçu du plan d'audit pour l'année 2026, je tiens à souligner qu'en raison d'un conflit d'horaire, la dirigeante principale des finances et la contrôleur et dirigeante principale adjointe aux finances n'ont pas pu se joindre à nous aujourd'hui. Par conséquent, la dirigeante principale des finances a fourni au Comité de l'audit et de la surveillance une mise à jour par courriel, qui se trouve à la page 21 de votre liasse. La Direction des finances a déterminé qu'aucune nouvelle politique, aucune nouvelle norme comptable, ni aucune version révisée de celles-ci ne devrait avoir d'incidence sur les états financiers du Sénat pour l'exercice 2025-2026.

Madame Leblanc, la parole est à vous.

[Translation]

Sonia Leblanc, Partner, Assurance Services, Ernst & Young LLP: Thank you very much. I am pleased to be here this afternoon to present our audit engagement plan for the Senate's financial statements for the fiscal year ending March 31, 2026. Our audit strategy will be based on a substantive approach, like last year's, so there are no major changes to the strategy.

We will implement substantive analytical procedures, as well as confirmations and tests of details. We will be applying a combination of those procedures in our audit. Our fees are set in accordance with our contract with the Senate. Materiality is set at \$3.5 million, which represents 2.5% of the budgeted expenditures for the year. We will revise our materiality during our audit and adjust it accordingly if expenditures deviate from the budget.

[English]

The calendar of our audit is also in line with the calendar of our audit from the prior year. We conducted our planning procedures back in November and December of 2025 in order to be able to present this audit plan today. We will be conducting the remainder of our audit over the months of June and July to conduct most of our testing procedures. We will be able to finalize our results package by the end of July and will be meeting subsequently based on the committee meeting that will lead to the approval of the financial statements in the fall of 2026.

Our areas of audit emphasis are also consistent with those of the prior year. They consist of salaries and benefits, as well as administrative and other operating expenses. We will also be focusing on accounts payable, accrued liabilities, vacation pay, compensatory leave and any changes in accounting standards.

As also mentioned by the CFO and the Finance team's update, as you just alluded to, there are no accounting changes in the standards that we are aware of, and we have not been made aware of any changes in accounting policies for the fiscal year March 31, 2026.

In response to fraud considerations and in response to the presumed risk of management override that is present in all audits of financial statements in Canada, we will be doing some procedures over journal entries where we obtain the full population of journal entries — or the general ledger dump, as we call it — and we will run some analytical procedures to identify patterns, trends or unusual characteristics in those

[Français]

Sonia Leblanc, associée, Service de certification, Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. : Merci beaucoup. Je suis heureuse d'être ici cet après-midi pour présenter notre plan de mission d'audit pour les états financiers du Sénat pour l'exercice du 31 mars 2026. Notre stratégie d'audit reposera sur une approche de corroboration, comme celle de l'an dernier; il n'y a donc pas de pas changements majeurs dans la stratégie.

Nous mettrons en œuvre des procédés analytiques de corroboration ainsi que des confirmations et des tests de détail. Nous appliquerons une combinaison de ces procédés dans notre audit. Nos honoraires sont établis conformément à notre contrat avec le Sénat. Le seuil de signification est établi à 3,5 millions de dollars, ce qui représente 2,5 % des dépenses prévues au budget pour l'année. Nous allons réviser notre seuil de signification au cours de notre audit et nous l'ajusterons conséquemment si les dépenses varient comparativement au budget.

[Traduction]

Le calendrier de notre audit suit également le calendrier de notre audit de l'année précédente. Nous avons mené nos procédures de planification en novembre et en décembre 2025 afin de pouvoir présenter ce plan d'audit aujourd'hui. Nous effectuerons le reste de notre audit en juin et en juillet pour réaliser la plupart de nos procédures de contrôle. Nous serons en mesure de finaliser notre rapport d'audit d'ici la fin du mois de juillet et nous nous réunirons par la suite en fonction de la réunion du comité qui mènera à l'approbation des états financiers à l'automne 2026.

Les secteurs d'audit auxquels nous donnons la priorité correspondent également à ceux de l'année précédente. Il s'agit des salaires et des avantages sociaux, ainsi que des dépenses administratives et d'autres dépenses de fonctionnement. Nous nous concentrerons également sur les comptes fournisseurs, les charges à payer, les indemnités de vacances, les congés compensatoires et tout changement aux normes comptables.

Comme l'ont également mentionné la dirigeante principale des finances et l'équipe des finances dans leur mise à jour, et comme vous venez d'y faire allusion, nous n'avons connaissance d'aucune modification des normes comptables, et nous n'avons pas été informés de changements dans les conventions comptables pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2026.

En réponse aux considérations relatives à la fraude et au risque présumé de contournement par la direction, qui est présent dans tous les audits des états financiers au Canada, nous appliquerons certaines procédures sur les écritures comptables dans le cadre desquelles nous obtiendrons l'ensemble des écritures — le grand livre général, comme nous l'appelons — et nous mènerons des procédures analytiques pour cerner les schémas, les tendances ou

entries. We will be leveraging some of our data analytics tools to assist with those procedures.

Also included in our package are our required communication; I have covered some already, but I just wanted to indicate that we are not aware of any independence matters to bring to your attention today, and we will be conducting our standard inquiries with the members of the committee in camera.

We have included some thought leadership, as well as appended our engagement letter to this report. The engagement letter is also consistent with the one in prior years, so no significant unusual additions or changes there.

I will stop now and see if there are any questions.

The Chair: Thank you for that.

Before I open the floor to questions, I would like to remind committee members that we are in public. We will have an opportunity to meet the auditor in camera without any staff present after the first portion of the meeting. I suggest that you keep some of those questions until then. We can begin with questions for the panel.

Senator C. Deacon: Thanks for being with us.

Can you highlight any changes in your identification of unusual trends? Obviously, with work around the world, you would be constantly updating what you look for. Can you give us some sense of how that changes from year to year and what you see? You don't need to say what they are, but I want to understand that is a constantly evolving analysis that you bring.

Ms. Leblanc: Yes, indeed, it does evolve, especially now with the use of our data analytical tools. We are deepening our understanding of our clients' data, and so we are also able to deepen those analyses in identifying trends and patterns.

There are a set of common characteristics that we would look at, but they are unique to each organization. Some of the trends or booking patterns that we're looking at are based and driven by the process in place. For instance, if we understand that there is a process in place and a certain type of expense is only recorded quarterly, presuming they are material, if we do see such expenses being booked outside of the quarterly pattern, for instance, this would be unusual.

les caractéristiques inhabituelles dans ces écritures. Nous tirerons parti de certains de nos outils d'analyse des données pour faciliter ces procédures.

Notre dossier contient également les communications requises. J'en ai déjà abordé quelques-unes, mais je tenais simplement à préciser que nous n'avons connaissance d'aucune question relative à l'indépendance à porter à votre attention aujourd'hui, et que nous mènerons nos entretiens habituels avec les membres du comité à huis clos.

Nous avons inclus quelques réflexions de fond et notre lettre de mission en annexe à ce rapport. La lettre de mission est également conforme à celle des années précédentes, de sorte qu'il n'y a pas d'ajouts ou de changements inhabituels à signaler.

Je vais m'arrêter ici pour répondre aux questions, le cas échéant.

Le président : Je vous remercie.

Avant de passer aux questions, j'aimerais rappeler aux membres du comité que nous sommes en séance publique. Nous aurons l'occasion de rencontrer l'auditeur à huis clos, sans la présence des membres du personnel, après la première partie de la réunion. Je vous suggère de réserver certaines de vos questions pour ce moment-là. Nous sommes maintenant prêts à poser des questions aux témoins.

Le sénateur C. Deacon : Je vous remercie d'être parmi nous.

Pouvez-vous indiquer les changements que vous avez remarqués lorsque vous avez repéré des tendances inhabituelles? Manifestement, compte tenu du travail qui s'effectue partout dans le monde, vous mettez sans doute constamment à jour vos critères de recherche. Pouvez-vous nous donner une idée des changements apportés d'une année à l'autre et de ce que vous avez observé? Vous n'avez pas besoin de fournir des détails, mais j'aimerais savoir si vous adaptez votre analyse au fil du temps.

Mme Leblanc : Oui, en effet, elle évolue, surtout depuis que nous utilisons nos outils d'analyse des données. Nous améliorons notre compréhension des données de nos clients, ce qui nous permet également d'affiner ces analyses pour cerner les tendances et les schémas.

Nous examinons un certain ensemble de caractéristiques communes, mais elles sont propres à chaque organisme. Certaines des tendances ou des habitudes en matière de comptabilisation que nous examinons sont fondées sur le processus en place. Par exemple, si nous comprenons qu'il y a un processus en place et qu'un certain type de dépense n'est enregistré que tous les trimestres, en présumant qu'il s'agit de dépenses importantes, le fait de constater que de telles dépenses sont comptabilisées en dehors du modèle trimestriel, par exemple, serait inhabituel.

That's just one simple example to demonstrate some of the characteristics we are looking at. We would also be looking at and understanding who is booking the entries within the organization. Before looking at the data, we understand who is allowed to post entries, who should post entries, who should not post entries, and what types of entries they would be allowed to post. When we run our analytics, we then compare and see how that aligns with our expectations and what falls outside of our expectations.

Senator C. Deacon: I pick up from that your list is more static than agile over time?

Ms. Leblanc: It would evolve over time based on how the processes of our clients are changing as well.

Senator C. Deacon: What do you see as any emerging or new risks that you need to be watching for in the organization based on world events, based on what you know about the organization? Are there any changes in terms of risks or unique elements that you need to be watching for?

Ms. Leblanc: As our clients are continuing their transformation journey in terms of the technology of information and perhaps adopting some AI tools, I think that's probably one of the top priorities. Emerging risk for us in the audit is understanding the impact that such implementation of new technology or new tools — whether it includes AI or not, it could be automation, it could be AI as well — is understanding the impact that it has on the financial reporting process.

What I was able to witness thus far is that organizations are adopting new tools, but sometimes it's a bit slower to impact financial reporting processes, as other operating sides of the business are using or leveraging those types of technologies; I would say technology as well as AI is probably one of the most emerging risks.

Senator C. Deacon: In terms of finding areas where corrections have been made, is that perhaps where entries were done improperly or not cross-referenced appropriately, do you examine those more carefully?

Ms. Leblanc: Yes, those would also come out of our data analytics over our journal entries, where we would see corrections or things being reversed out. Those usually come up, and we do get an understanding of those and see if there is a certain pattern; if there are a lot of them coming up, if there is a certain root cause that we need to be looking at and whether this actually needs to be considered in our risk assessment, if there is a risk that is perhaps not addressed by the current process or controls in place.

Ce n'est qu'un exemple simple pour illustrer certaines des caractéristiques que nous examinons. Nous tentons également de comprendre qui effectue les écritures au sein de l'organisme. Ainsi, avant même d'examiner les données, nous comprenons qui est autorisé à reporter des écritures, qui devrait le faire, qui ne devrait pas le faire et quels types d'écritures ces personnes sont autorisées à reporter. Lorsque nous menons nos analyses, nous comparons ces données pour déterminer ce qui correspond à nos attentes et ce qui s'en écarte.

Le sénateur C. Deacon : J'en déduis que votre liste est plus statique qu'évolutive au fil du temps.

Mme Leblanc : Elle évolue au fil du temps en fonction de l'évolution des processus de nos clients.

Le sénateur C. Deacon : Selon vous, quels sont les nouveaux risques ou les risques émergents que vous devez surveiller au sein de l'organisme, compte tenu de l'actualité mondiale et de ce que vous savez de l'organisme? Y a-t-il des changements sur le plan des risques ou des éléments uniques que vous devez surveiller?

Mme Leblanc : Je pense que l'une des priorités concerne probablement les efforts déployés par nos clients pour transformer la technologie de l'information et peut-être adopter certains outils d'intelligence artificielle. Le risque émergent pour nous, en matière d'audit, est l'incidence que la mise en œuvre de ces nouvelles technologies ou de ces nouveaux outils — qu'ils soient fondés sur l'intelligence artificielle ou non, et qu'il s'agisse d'automatisation ou d'intelligence artificielle — a sur le processus de production de rapports financiers.

Ce que j'ai pu constater jusqu'à présent, c'est que les organismes adoptent de nouveaux outils, mais que leur incidence sur les processus de rapports financiers peut tarder à se faire sentir, car d'autres volets opérationnels de l'entreprise utilisent ou exploitent ces types de technologies. Je dirais donc que la technologie et l'intelligence artificielle sont probablement parmi les risques émergents les plus importants.

Le sénateur C. Deacon : Lorsqu'il s'agit de cerner les cas où des corrections ont été apportées, s'agit-il peut-être de cas où des écritures ont été reportées de manière incorrecte ou n'ont pas fait l'objet de recoupements appropriés? Examinez-vous ces cas plus attentivement?

Mme Leblanc : Oui, nous pourrions voir des corrections ou des annulations dans notre analyse des données sur les écritures comptables. Ces cas apparaissent habituellement et nous les analysons pour déterminer s'il y a certaines tendances, s'il y en a un grand nombre, s'il y a une cause profonde sur laquelle nous devons nous pencher, si elle doit effectivement être prise en compte dans notre évaluation des risques, et s'il existe un risque qui n'est peut-être pas pris en compte dans le processus ou les contrôles en place.

Senator C. Deacon: Thank you very much.

Mr. Plamondon: The main purpose of your work is to follow generally accepted auditing standards in order that you can express an opinion on the financial statements and the results of operations, that they present our finances fairly consistent with accepted accounting principles.

There is the possibility that you'll have another form of communication associated with the audit, which would be a management letter, where you have observed certain risks or transactions, issues, and comments on internal controls that you think should be brought to management's attention.

What's the nature of the circumstances that would lead you to issue a management letter? What can or should we draw from the fact we haven't had a management letter? I'm not sure if we have ever had one, but certainly not at the time that I've been on the committee.

Suzie Gignac, Partner, Ernst & Young LLP: From a management letter perspective, often what we do in smaller organizations is have a conversation with management. The extent to which you want or need to actually document in an extensive letter and have responses — because that then requires responses from management as well — really depends on how pervasive the issue is and how significant you think it is. Based on that, you may or may not bring it to the attention of the committee.

Smaller items have been identified over the years, and we have had discussions with management about them. They haven't been significant enough to bring to your attention and/or to document in a full-management letter. If we were to see something that was more significant, that we felt was significant enough that management needed to respond to it and actually address it — a lot of the time we find that management has addressed it before we even identify it. You have a strong process in place. In many cases, they will have actually addressed it or dealt with it in advance and so there isn't really a purpose for a full-management letter with a response as well, and so that's generally our view on it.

In some cases, we will then report something in the results as well, not as a full-management letter, but we might say, "This difference was identified and management has corrected the issue and there's no further follow-up required," for example. The management letter is really where there are a number of items that require more extensive follow-up and we want a response from management on how they dealt with them. We haven't identified that through our work with the Senate since we've been the auditor.

Le sénateur C. Deacon : Je vous remercie beaucoup.

M. Plamondon : L'objectif principal de votre travail est de suivre les normes d'audit généralement reconnues, afin d'être en mesure de formuler une opinion sur les états financiers et les résultats d'exploitation, attestant qu'ils présentent fidèlement notre situation financière conformément aux principes comptables reconnus.

Il est possible qu'il y ait une autre forme de communication liée à l'audit, soit une lettre à la direction dans laquelle vous signalez les risques, les transactions, les problèmes et les commentaires sur les contrôles internes qui, selon vous, devraient être portés à l'attention de la direction.

Quelle est la nature des circonstances qui vous inciteraient à rédiger une lettre à la direction? Que pouvons-nous ou devrions-nous déduire du fait que nous n'avons pas reçu de lettre à la direction? Je ne sais pas si nous en avons déjà reçu une, mais ce n'est certainement pas le cas depuis que je siége au comité.

Suzie Gignac, associée, Ernst & Young s.r.l : En ce qui concerne les lettres à la direction, lorsqu'il s'agit de petits organismes, nous nous adressons directement à la direction dans la plupart des cas. La mesure dans laquelle on peut ou on doit documenter ces points dans une lettre détaillée et obtenir des réponses — car dans ces cas, il faut ensuite recevoir des réponses de la direction — dépend de l'ampleur du problème et de l'importance qu'on lui accorde. Sur ce fondement, on peut ou non porter la question à l'attention du comité.

Des éléments mineurs ont été cernés au fil des ans, et nous en avons discuté avec la direction. Ils n'étaient pas suffisamment importants pour être portés à votre attention ou pour être documentés dans une lettre à la direction. Si nous devons trouver un problème plus important qui, à notre avis, était suffisamment grave pour que la direction doive y réagir... Bien souvent, nous constatons que la direction s'était attaquée au problème avant même que nous le trouvions. Il y a un processus solide en place. Dans de nombreux cas, la direction a déjà abordé ou réglé le problème, et il n'y a donc pas lieu de rédiger une lettre à la direction qui demande une réponse. C'est généralement ainsi que nous voyons les choses.

Dans certains cas, nous pouvons signaler un point particulier dans les résultats. Nous ne rédigerions pas une lettre à la direction, mais nous pourrions mentionner qu'une différence a été cernée, mais que la direction a corrigé le problème et qu'il n'est pas nécessaire d'assurer un suivi, par exemple. Nous rédigeons une lettre à la direction lorsqu'un certain nombre d'éléments nécessitent un suivi plus approfondi et que nous souhaitons obtenir une réponse de la direction sur la façon dont ces problèmes ont été réglés. Nous n'avons rien vu de tel depuis que nous menons notre travail d'audit au sein du Sénat.

Mr. Plamondon: Mr. Chair, I just asked the question, for the benefit of the committee, that in the conduct of your work and in the issuance of your audit opinion, it's an attestation to the credibility of our financial statements. It doesn't mean that they are putting a stamp of approval on the efficiency of our practices or the adequacies of all of our internal controls. It's that the financial statements present fairly, which where there are issues around the economy and efficiency and effectiveness, that's more grounded in our internal audit activities.

The external audit is important but quite limited in the information that we would use to make improvements around the operations of the Senate. I ask the question for that reason.

But, if something comes to your attention, I would encourage you to bring it to the committee, either in a formal letter or in our in camera. We would certainly welcome your observations that don't make it into your audit letter. If there's something that's in the actual audit opinion, then we're really in trouble, and that's never happened. Thank you.

The Chair: I have a couple questions that maybe you can shine some light on. It's not ones you haven't heard before.

Ms. Leblanc, in your opening remarks, you mentioned the timeliness, and I heard some comments coming into the end there again. This is something we've just struggled with, it seems, but maybe there are some root signals that we can focus on.

We previously noted in observations to the Senate that the financial statements should be published in a timely manner, and that financial statements for fiscal 2024-25 were published almost seven months after year end. In the previous audit to that, it was six months.

Is this a situation where they are short staffed, short resourced and can't get things through the final fast enough, or is it just if they were to hire some people? Do you think they are a little gun shy in terms of every time they increase expenses, *The Globe and Mail* seems to have an article or an op-ed for them?

I've never been in an organization where you don't get that final statement within the next 30, 60 days of completing an audit. Do you observe anything that might be causing this to stretch out that far?

Ms. Leblanc: From our perspective, we have agreed with the timelines with the finance team. We are finding that they are responding in a timely fashion to our requests.

M. Plamondon : Monsieur le président, pour la gouverne du comité, je viens de poser la question de savoir si, dans le cadre de ce travail et de la publication de l'opinion d'audit, il s'agit d'une attestation de la crédibilité de nos états financiers. Cela ne signifie pas qu'on certifie l'efficacité de nos pratiques ou le caractère adéquat de tous nos contrôles internes. Il s'agit plutôt de confirmer que les états financiers présentent une image fidèle de la situation et que lorsqu'il y a des problèmes d'économie, d'efficience et d'efficacité, cela relève davantage de nos activités d'audit interne.

L'audit externe est important, mais il nous fournit très peu de renseignements que nous pourrions utiliser pour améliorer le fonctionnement du Sénat. C'est la raison pour laquelle je pose la question.

Toutefois, si quelque chose est porté à votre attention, je vous encourage à en faire part au comité, soit dans une lettre officielle, soit dans le cadre de notre réunion à huis clos. Nous serions certainement heureux de recevoir des observations qui ne figurent pas dans votre lettre d'audit. Si quelque chose se trouve dans l'opinion d'audit proprement dit, cela signifie que nous sommes vraiment dans le pétrin, et cela ne s'est jamais produit. Je vous remercie.

Le président : J'ai quelques questions auxquelles vous pourriez peut-être répondre. Elles ne concernent rien que vous n'avez déjà entendu auparavant.

Madame Leblanc, dans votre déclaration préliminaire, vous avez parlé de la rapidité, et j'ai entendu quelques commentaires dans la même veine vers la fin. Il semble que ce soit quelque chose qui nous donne du fil à retordre, mais il y a peut-être des causes profondes sur lesquelles nous pourrions nous concentrer.

Nous avons déjà indiqué dans nos observations au Sénat que les états financiers devraient être publiés en temps opportun, et que les états financiers de l'exercice 2024-2025 avaient été publiés près de sept mois après la fin de l'exercice et six mois après dans le cas de l'audit précédent.

Cette situation est-elle attribuable à un manque de personnel ou de ressources qui les empêche de faire les choses rapidement ou suffirait-il d'embaucher des gens? Pensez-vous qu'ils hésitent, car chaque fois qu'ils augmentent les dépenses, le *Globe and Mail* semble publier un article ou une lettre d'opinion à leur sujet?

Je n'ai jamais travaillé dans un organisme où on ne publie pas les résultats dans les 30 ou 60 jours suivant la fin d'un audit. Observez-vous quelque chose qui pourrait faire en sorte que ces délais se prolongent de la sorte?

Mme Leblanc : Nous avons établi ces échéances avec l'équipe des finances et nous estimons que l'équipe répond à nos demandes en temps opportun.

It was discussed in previous meetings over the years that the finance team also has other priorities as well, in terms of reporting as part of the public accounts. It just was always agreed that June and July, for both parties, were the right periods to conduct the audit.

As I said earlier, our audit work will be substantially complete by the end of July. Then, subsequent to that, the complexity comes with the scheduling or the frequency of the meetings with the different relevant committee have the ability to review the financial statements and ask us questions, and for us present our results to them.

That's kind of explaining the latter part of the delay or, yes, the time lapse between the fiscal year end as well as the publication of the financial statements.

We have no concern in terms of the capability of the finance team to prepare the financial statements and to have a proper financial reporting process in place, so nothing to bring to the attention or discussion today.

The Chair: If they got a direction to have them done by June, would they be able to do that? You've already entered into the contract, but next year.

Ms. Leblanc: I would actually defer the question to the finance team because I wouldn't want to give a response. I'm not necessarily aware of all of their other priorities and perhaps other constraints that they have.

I'm not sure, Suzie, if you wanted to add something.

Ms. Gignac: The other thing I would add is that there's always a cost benefit too. Many organizations may have more staff in finance. Maybe there would be the ability to do it faster if there were more people, but there's a cost-benefit to that, right? You have to decide what the benefit is, and that's really a finance team discussion from a management perspective as to what the right investment is in that in order to turn it around in a faster time frame.

The Chair: Both of your answers make sense. I understand and I don't disagree. It just seems to be something we can't get a hold of.

There seem to be a few or several vacant positions. Did you observe that the last time? There were some vacant positions; are they critical to producing the outcome of the audited financial statements?

Il a été discuté lors de réunions précédentes, ces dernières années, que l'équipe des finances a également d'autres priorités en matière de production de rapports dans le cadre des comptes publics. Il a toujours été convenu que juin et juillet, pour les deux parties, étaient les mois appropriés pour mener l'audit.

Comme je l'ai dit plus tôt, nos travaux d'audit seront en grande partie terminés d'ici la fin du mois de juillet. Ensuite, la complexité réside dans la planification ou la fréquence des réunions avec les différents comités concernés, qui ont la possibilité d'examiner les états financiers et de nous poser des questions. Nous pouvons, à notre tour, leur présenter nos résultats.

Cela explique en quelque sorte la dernière partie du retard ou plutôt le délai entre la fin de l'exercice financier et la publication des états financiers.

Nous n'avons aucune inquiétude quant à la capacité de l'équipe des finances à préparer les états financiers et à mettre en place un processus approprié d'établissement de rapports financiers. Il n'y a donc rien à porter à l'attention ou à ajouter à la discussion aujourd'hui.

Le président : S'ils recevaient la directive de les terminer d'ici juin, seraient-ils en mesure de le faire? Vous avez déjà conclu le contrat, mais je parle de l'année prochaine.

Mme Leblanc : Je préférerais renvoyer la question aux membres de l'équipe des finances, car je ne voudrais pas répondre à leur place. Je ne suis pas nécessairement au courant de toutes leurs autres priorités et de leurs autres contraintes potentielles.

Madame Gignac, souhaitez-vous ajouter quelque chose?

Mme Gignac : J'ajouterais seulement qu'il y a toujours la question du rapport coûts-avantages. De nombreux organismes ont peut-être un personnel plus important dans leur service des finances. Il serait peut-être possible de le faire plus rapidement s'il y avait plus d'employés, mais il faut aussi tenir compte du rapport coûts-avantages, n'est-ce pas? Il faut décider quels sont les avantages, et c'est une discussion que la direction doit avoir avec l'équipe des finances pour déterminer l'investissement nécessaire en vue d'accélérer le processus.

Le président : Vos deux réponses sont pertinentes. Je comprends et je ne suis pas en désaccord. Il semble que ce soit quelque chose que nous ne puissions pas obtenir.

Il semble y avoir quelques postes vacants. L'avez-vous remarqué la dernière fois? Est-ce que ces postes vacants sont essentiels à la production des états financiers vérifiés?

Ms. Leblanc: Not to the extent of the people that we are in frequent contact with as part of the audits. Our main point of contact, there has been a lot of continuity, or at least the people responsible are taking responsibility for those tasks.

The Chair: Thank you for that.

Ms. Fortin: Ms. Leblanc and Ms. Gignac, you mentioned earlier that if there were more people in the finance team, perhaps they could do the work faster, so this is quite understandable.

My question pertains not necessarily to the number of staff on the finance team, but what about — and I'd like to hear you — the next level review, approval, by the time they get back to you and say, "Okay, we can proceed and go ahead with this."

I may be wrong, but I believe that what we concluded over the past five years — it's amazing how time flies — is that it wasn't necessarily the total number of people on the team, but the length of the process to approve.

I'd like to hear if you do benchmarking with your other clients. Is that process, especially the review process up above, as long as it is here at the Senate? You must have some idea to compare quickly.

Ms. Gignac: Honestly, every entity is different. Public companies are going to be much faster, and private entities vary. The Senate is entirely unique, as we would expect in Canada. It's a very different organization, and it has different committees and different processes to approve things. It's not going directly to an audit committee and a board that is the following day, in most of my entities. Your audit committee is one day, and your board is a day or two later. You may have an audit committee, and you are waiting for some kind of — sometimes it can be a month, but I would say it's not usually longer than that. I would say the process of the committees that have to approve it has an impact on the timeline of when it actually gets approved and finalized.

We have had discussions as well, though, to Sonia's point earlier, that the finance team has other requirements to report on the public accounts as well, and so that happens by a certain deadline in May, and then they can focus on the audit. So there's a mixture of two. If the committee could happen at the end of July, could it be approved at the end of July? Probably, yes. Does it get approved at the end of July? No, because of the timelines of the committee. Hopefully, that helps answer the question.

Mme Leblanc : Pas autant que les personnes avec lesquelles nous sommes fréquemment en communication dans le cadre des audits. Nous avons une bonne continuité avec notre personnel-ressource ou du moins les personnes responsables s'acquittent de ces tâches.

Le président : Je vous remercie.

Mme Fortin : Madame Leblanc et madame Gignac, vous avez mentionné tout à l'heure que si l'équipe financière comptait davantage de membres, elle pourrait peut-être accomplir le travail plus rapidement; c'est donc tout à fait compréhensible.

Ma question ne porte pas nécessairement sur le nombre de membres au sein de l'équipe financière, mais plutôt sur — et j'aimerais avoir votre avis — l'étape suivante, à savoir l'examen et l'approbation, le temps qu'ils vous répondent et vous disent : « D'accord, nous pouvons aller de l'avant et donner le feu vert. »

Je me trompe peut-être, mais je crois que ce que nous avons conclu au cours des cinq dernières années — c'est incroyable comme le temps passe vite —, c'est que ce n'était pas nécessairement le nombre total de personnes dans l'équipe, mais la durée du processus d'approbation.

J'aimerais savoir si vous effectuez des comparaisons avec vos autres clients. Ce processus, en particulier la phase d'examen en amont, est-il aussi long qu'ici au Sénat? Vous devez avoir une idée pour comparer rapidement.

Mme Gignac : Honnêtement, chaque entité est différente. Les entreprises publiques sont beaucoup plus rapides, et les entités privées varient. Le Sénat est tout à fait unique, comme on peut s'y attendre au Canada. C'est une organisation très différente, avec des comités et des processus d'approbation distincts. Dans la plupart des entités que je connais, cela ne passe pas directement au comité d'audit et au conseil d'administration le lendemain. Votre comité d'audit se réunit un jour, et votre conseil d'administration, un ou deux jours plus tard. Vous pouvez avoir un comité d'audit, et vous attendez un certain délai — parfois cela peut prendre un mois, mais je dirais que ce n'est généralement pas plus long que cela. Je dirais que le processus des comités qui doivent l'approuver a une incidence sur le calendrier de l'approbation et de la finalisation effectives.

Nous avons également eu des discussions, comme l'a souligné Mme Leblanc tout à l'heure, sur le fait que l'équipe financière a d'autres obligations de rapport sur les comptes publics, ce qui doit être fait avant une certaine date limite en mai, après quoi elle peut se concentrer sur l'audit. Il y a donc un mélange des deux. Si la réunion du comité pouvait avoir lieu fin juillet, le projet pourrait-il être approuvé fin juillet? Probablement, oui. Sera-t-il approuvé fin juillet? Non, en raison du calendrier du comité. J'espère que cela aide à répondre à la question.

Ms. Fortin: That's a very good answer, and I think we need to focus on where is it that we could make a little difference with regard to the timing and length, so I think we will explore this avenue based on your answer. Thank you very much.

The Chair: If I may, just to complement what you've said, you've kind of alluded to that committee's issue in your remarks, but I recall previous panel questioning, and it was CIBA and SEBS and others, some of those committees in there, seem to take a long time to get through it, and it's not a sense of urgency for them. We can probably speak with the chair and maybe find some common ground on that.

Ms. Fortin: Yes.

The Chair: Thank you for that. Are there any other questions? Thank you for your presentation and for answering our questions. We will now move in camera.

(The committee continued in camera.)

Mme Fortin : C'est une très bonne réponse, et je pense que nous devons nous concentrer sur les points où nous pourrions apporter une petite amélioration en ce qui a trait au calendrier et à la durée; je pense donc que nous explorerons cette piste en nous basant sur votre réponse. Merci beaucoup.

Le président : Si je peux me permettre, juste pour compléter ce que vous avez dit, vous avez en quelque sorte fait allusion à ce problème de comité dans vos remarques, mais je me souviens des questions qui ont été posées au groupe de témoins précédent, et c'était le comité CIBA, le comité SEBS et d'autres, certains de ces comités-ci, qui semblent mettre beaucoup de temps à s'en occuper, et ils n'ont pas le sentiment qu'il y ait urgence. Nous pourrions probablement en parler avec le président et peut-être trouver un terrain d'entente à ce sujet.

Mme Fortin : Oui.

Le président : Merci de ces remarques. Y a-t-il d'autres questions? Merci de votre déclaration et d'avoir répondu à nos questions. Nous allons maintenant passer en séance à huis clos.

(La séance se poursuit à huis clos.)
